

De la guerre sociale à la guerre totale

Mini-tragi-comédie invraisemblable

Jean-Marie Harribey

Créée le 1^{er} mai 2003 au Forum Social Local de Bordeaux

Publiée dans *Le Grain de sable*, Courriel d'information d'ATTAC,
n° 423, 13 mai 2003

Personnages, par ordre d'entrée en scène

Le récitant : Jean-Marie Harribey

Le Ministre de l'Information dirigée : Michel Mari

Le Baron : Jacques Philton

Le Marquis : Lucien Cros

Le Président de la République par intérim : Michel Mari

Le Ministre du Patronat : Patrick Lavaud

Le Ministre de la Défense : Marthe Mari

Le Ministre de la Sécurité intérieure : Adrien Martinez

J'ai fait un rêve. Jean-Pierre Raffarin, bien qu'entouré de lingettes, avait attrapé la pneumopathie. François Filon, frappé d'une extinction de voix après son émission de télé sur les retraites « 100 minutes pour vaincre », était maintenant anéanti par la diphtérie. Jacques Chirac, à force d'entrer dans les étables pour flatter le cul des vaches, s'était blessé et avait le tétanos. Nicolas Sarkozy, adulé par les media, avait la coqueluche. Et, peu de temps après, tous avaient succombé malgré les soins prodigués par le bon docteur Jean-François Mattei qui avait diminué le remboursement du vaccin contre ces trois dernières maladies.

Un vent de panique soufflait parmi les rescapés du gouvernement et des hautes sphères de la société. La plupart pliaient bagages et la France, plus de deux siècles après, connaissait une nouvelle fuite des émigrés. Quelques teigneux plus résistants que les autres s'auto-proclamèrent gouvernement provisoire : M. Mattei qui avait constitué des stocks personnels de vaccins et de médicaments, achetés avant la décision de baisser les remboursements, Mme MAM, ministre de la Défense qui ne sortait qu'avec un masque à gaz, le clone de M. Sarkozy car notre ancien ministre de l'Intérieur, prévoyant, s'était fait cloner secrètement, M. Francis Mer, confirmé dans ses fonctions de ministre du Patronat et enfin M. Jean-Marc Sylvestre, chroniqueur économique libéral, nommé nouveau ministre de l'Information dirigée en raison de ses talents oratoires.

La suite de mon rêve se déroulait en trois tableaux successifs.

Premier tableau : causerie

Le nouveau ministre de l'Information dirigée effectuait ce matin sa première causerie informative. Voici le texte de son intervention.

« Le gouvernement provisoire a pris de sages décisions. Il a allongé la liste des médicaments moins remboursés, il a allongé la durée de cotisations pour obtenir une retraite à taux plein et il a rallongé les crédits alloués aux ministères de la Défense et de l'Intérieur.

Toutes ces rallonges vont dans le bon sens pour trois raisons.

Premier point : la Sécurité sociale est en déficit. Les Français se soignent trop, tout le monde le sait. Le ministre de la Santé dont personne ne peut douter des compétences médicales l'a reconnu. La gratuité des soins et des vaccins, non seulement donne de mauvaises habitudes, mais entraîne une diminution trop importante de la mortalité infantile. Or, tout le monde le sait, c'est la baisse de la mortalité infantile qui relève la durée moyenne de vie, la fameuse espérance de vie.

Et, deuxième point, tout le monde le sait aussi, l'espérance de vie est la plaie des systèmes de retraites. Nous avons trop tardé à prendre la décision. C'est fait : les Français cotiseront plus longtemps, ils percevront moins et les équilibres seront rétablis.

Ainsi, pour la première fois depuis bien longtemps, un gouvernement prend des décisions cohérentes entre elles : moins de dépenses, plus de recettes.

Alors, les syndicats vont crier, mais ils ne feront que leur métier. On peut conjecturer (j'en profite pour vous apprendre un nouveau mot car nous avons limogé M. Alain Rey, jugé trop cultivé pour les Français : conjecturer, du latin *conjecturare*, qui signifie faire une hypothèse), on peut conjecturer que la grogne s'apaisera vite quand on saura que le gouvernement compte développer l'emploi en embauchant dans l'armée et la police.

Et c'est le troisième point. Mme MAM et M. Sarkozy-bis ont annoncé un programme de recrutement de militaires et de policiers. Des enquêtes très sérieuses aux Etats-Unis ont en effet montré que le besoin de sécurité était devenu le premier besoin exprimé par toutes les couches de la population, riches et pauvres. La grande innovation sociale du XXI^e siècle sera de faire garder les riches par les pauvres. De ce fait, les pauvres n'auront plus la tentation de la délinquance puisqu'ils auront un emploi sûr et à durée indéterminée. Les riches seront donc doublement tranquilles : ils seront gardés et ne susciteront plus de jalousies. Je profite de cette causerie pour rappeler que le grand Adam Smith écrivait déjà en 1776 : « Le gouvernement civil, en tant qu'il a pour objet la sûreté des propriétés, est, dans la réalité, institué pour défendre les riches contre les pauvres, ou bien, ceux qui ont quelque propriété contre ceux qui n'en ont point. » Ainsi, les premiers peuvent « dormir avec tranquillité ».¹

Tout le monde en convient aujourd'hui, le gouvernement précédent avait adopté une attitude imprudente en refusant de s'associer à la libération de l'Irak. Distancés dans la course aux nouvelles technologies, éliminés du marché de la reconstruction, il nous fallait revenir dans la compétition internationale. Avec l'augmentation des crédits militaires, nous serons prêts pour la prochaine guerre qui ne tardera pas car le pétrole s'épuise et les pauvres du monde entier nous regardent menaçants. Je le répète, la sécurité devient le premier besoin. Le XX^e siècle, sous des influences néfastes, avait inventé la sécurité sociale, au XXI^e, nous inventerons la sécurité financière.

En tant que ministre de l'Information dirigée, je viendrai chaque matin vous apprendre un mot nouveau et une philosophie nouvelle. »

Deuxième tableau : la fuite des émigrés

Dans une chaise à porteurs, Monsieur le Baron Ernest-Antoine Seillière et Monsieur le Marquis Edouard Ballardur s'éloignent du foyer de la contagion protéiforme qui gagne la France entière. Tout en morigénant leurs porteurs toujours trop lents à leur goût raffiné, ils devisent plaisamment.

« Mon cher Edouard, je suis ravi de voyager en votre compagnie. J'espère que vos rhumatismes ne vous font pas trop souffrir.

Mon cher Ernest-Antoine, je vous remercie infiniment. J'ai demandé à mon collègue Mattei de ne pas supprimer la prise en charge des cures thermales pour cette année car Marie-Josèphe avait déjà retenu depuis plusieurs mois une suite au Carlton de notre station thermale préférée. Et oui, mes articulations nécessitent beaucoup d'égards. Ah, si nous pouvions restaurer la flexibilité de nos membres comme vous l'avez fait dans l'économie, quelle victoire ce serait !

¹ . A. Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, GF-Flammarion, 1991, p. 337 et 332.

Mon cher Edouard, en effet, quelle victoire ! Flexibilité de l'emploi qui monte et qui descend au gré de nos besoins. Flexibilité des heures de travail que nous avons arrachée à ce Jospin qui ne s'est pas montré mauvais bougre finalement. Et puis surtout, flexibilité de la durée de cotisations pour les retraites. C'est notre meilleur coup.

Mon cher Ernest-Antoine, je suis profondément admiratif. Non seulement, vous avez réussi à obtenir une durée de 40 ans pour tous les manants, mais vous avez arraché le principe d'une augmentation continue qui ne s'arrêtera jamais.

Mon cher Edouard, tout le mérite vous en revient. Ce fut une idée formidable de dissocier les problèmes en 1993. Dans un premier temps, vous avez réglé le compte des gueux du privé. Maintenant on règle celui de nos serviteurs du public au nom de l'équité. Et on recommence tous les cinq ans. C'est proprement génial.

Oui, mon cher Ernest-Antoine, je reconnais en toute modestie que je l'avais bien pensé. Mais remarquez que ce parvenu de Juppé a failli tout faire rater en 1995. Heureusement, l'inertie de la gauche nous a permis d'amorcer la Restauration. Mais le meilleur est encore à venir.

Mon cher Edouard, vous me faites saliver. De quoi s'agit-il ?

Mon cher Ernest-Antoine, si l'on oblige les manants à cotiser plus longtemps, de deux choses l'une : ou ils y parviennent et alors le chômage augmentera puisqu'on allonge la durée du travail de ceux qui conservent un emploi et ce chômage pèsera sur les salaires ; ou bien ils n'y parviennent pas et le niveau des pensions à verser diminuera. Dans les deux cas, tout l'accroissement de la production reviendra aux actionnaires et aux entreprises. Notre grande astuce dans le débat sur les retraites a consisté à laisser dans l'ombre la progression de la productivité des manants et à ne parler que du vieillissement. Aïe, ma hanche ! C'est encore la faute de ces manants de porteurs.

Mon cher Edouard, vous avez l'art et la manière de dire les choses. J'avais de mon côté dessiné la refondation sociale. Cela a eu moins de succès, mais au fond l'idée était la même. Conserver l'acquis des vingt dernières années qui ont vu la part de nos profits augmenter de 10 points dans le PIB puisqu'elle est passée de 30 à 40%. Et 10 points, cela représente 150 milliards d'euros par an. J'ose à peine imaginer la somme que cela atteindra dans 40 ans si cette évolution se poursuit.

Mon cher Ernest-Antoine, il n'y a pas de raison que cette évolution s'arrête. Les choses sont dorénavant verrouillées. Le fruit du travail des manants nous appartient. Ils voulaient des droits, nous avons le contrat.

Mon cher Edouard, une chose me tracasse cependant. Comment développer les fonds de pension si nos gueux n'ont pas de salaires suffisants pour épargner ? Je crains qu'on ne s'aperçoive que les fonds de pension ne produisent rien et que les gueux sont notre seule ressource. J'ai fini par comprendre ce que me disait toujours mon ex-bras droit, Denis Kessler : « Lisez Karl Marx, me répétait-il, et quand vous voyagez emportez votre *Capital*. » Au début, je croyais qu'il parlait simplement de ma fortune, mais maintenant j'emporte les deux.

Mon cher Ernest-Antoine, je fais comme vous. Tenez, voici mon exemplaire du *Capital* et, par mesure de précaution, je glisse à l'intérieur toutes mes cartes de crédit en guise de marque-pages, dans le cas où nous serions arrêtés à Varennes par quelques manants récalcitrants qui manifesteraient. Je vous propose de lire un passage de ce

Marx qu'on ne louera jamais assez pour nous avoir expliqué comment marchait notre propre système : « La journée de travail comprend 24 heures pleines, déduction faite des quelques heures de repos sans lesquelles la force de travail refuse absolument de reprendre son service. Il est évident que le travailleur n'est rien autre chose sa vie durant que force de travail, et qu'en conséquence tout son temps disponible est, de droit et naturellement, temps de travail appartenant au capital et à la capitalisation. Du temps pour l'éducation, pour le développement intellectuel, pour l'accomplissement des fonctions sociales, pour des relations avec parents et amis, pour le libre jeu du corps et des forces de l'esprit, même pour la célébration du dimanche, et cela dans le pays des sanctificateurs du dimanche, pure niaiserie ! »²

Mon cher Edouard, quel merveilleux conteur de notre histoire capitaliste que ce diable de Marx ! Je n'avais pas encore lu ce passage car je n'en suis qu'au début. Mais j'avais eu l'intuition qu'il fallait surtout veiller à ne jamais baisser la durée du travail et au contraire l'augmenter avec l'espérance de vie. D'ailleurs, j'avais fait un bon mot en sortant de mes entretiens à Matignon : finie la récréation de Jospin, au travail !

Mon cher Ernest-Antoine, c'est le secret : en temps de paix, tout le monde au travail sauf les chômeurs nécessaires dans la réserve ; en temps de guerre, un maximum de dommages collatéraux. Ah, combien j'ai souffert pendant ce temps où la France était en disgrâce auprès de nos amis américains ! Aïe, ma hanche, vils manants !

Mon cher Edouard, nous avons passé Varennes sans encombre, nous filons vers la Suisse où je dépose mon butin à Davos, et ensuite nous nous dirigerons vers Monaco ou quelque autre paradis de votre choix.

Mon cher Ernest-Antoine, il faudra que nous fassions savoir au gouvernement provisoire qu'il serait peut-être souhaitable de lancer une campagne d'information au sujet des bienfaits des paradis fiscaux qui contribuent au renforcement de la sécurité. Cette idée de sécurité financière que j'ai entendue ce matin dans la bouche de notre ministre de l'Information dirigée me plaît. Il faudra qu'il y revienne. Cet homme est utile : il ne comprend rien à l'économie, mais il est pédagogue car il sait bâtir des explications en trois points. Cela me rappelle ma jeunesse à l'ENA. Aïe, ma hanche, vils manants, faites attention, sacrebleu ! »

Troisième tableau : guerre sociale ou guerre tout court ?

Le gouvernement provisoire tient son premier Conseil des ministres. Y assistent le Président du Sénat, Monsieur Christian Poncelet, Président de la République par intérim, Mme MAM, ministre de la Défense, M. Sarkozy-bis, ministre cloné de la Sécurité intérieure, le Docteur Mattei, ministre de la Santé privée, M. Mer, ministre du Patronat et M. Sylvestre, ministre de l'Information dirigée.

Le Président par intérim ouvre la séance avec solennité : « Madame et Messieurs les Ministres, notre responsabilité est immense car nous devons répondre à une question que les gouvernements successifs de la France ont trop longtemps éludée : faut-il déclencher d'abord la guerre tout court ou la guerre sociale ? Comme les

² . K. Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, Paris, Gallimard, *Œuvres*, 1965, tome 1, p. 799-800.

impératifs de l'économie comptent parmi les premiers critères de notre jugement et que la sanction du marché est sans appel, je vous propose de donner la parole à M. le Ministre du Patronat qui nous exposera la situation économique. »

Le Ministre du Patronat se lève et, prenant son air le plus grave, déclare : « Monsieur le Président, mes chers collègues, la situation est préoccupante. L'économie est en récession. La croissance s'est arrêtée et les perspectives de reprise sont minces car les bénéfices des entreprises très importants sont tout de même entrés dans une phase de ralentissement. Par conséquent, l'investissement risque de chuter et la récession durer plus longtemps que prévu, d'autant plus que les incertitudes des cours boursiers entretiennent la frilosité des opérateurs financiers. La confiance a disparu. Notre problème est donc de redonner espoir aux Français en la capacité de notre pays d'être une grande puissance. Compte tenu des crédits importants que nous avons déjà décidé d'allouer à la Défense nationale, je ne vois qu'un moyen de rétablir la confiance, comme l'a fait le gouvernement des Etats-Unis vis-à-vis des Américains : faire la guerre. D'une part, cela donnerait un coup de fouet à nos industries, notamment à GIAT-Industrie, lourdement handicapée par notre absence des conflits majeurs récents. D'autre part, la guerre nous permettrait de diminuer les tensions sur le marché du travail. Et vous savez que nos services du ministère du Patronat enregistrent quotidiennement une montée du chômage. Je pense que Mme la ministre de la Défense sera de mon avis. »

Celle-ci prend la parole : « La guerre ! Ah, j'en pince ! Rendez-vous compte, je suis la première femme ministre de la Défense. Que serais-je sans guerre ? Je ne serais qu'un ministre, pardon une ministre, sans sa raison d'être. Un ministre de l'Education, il peut écrire sa lettre à ceux qui aiment l'école. Un ministre de la Santé, il peut diminuer la prise en charge des médicaments. Un ministre de l'Intérieur, il peut mettre les prostituées en prison et les immigrés dans des charters. Mais un ministre de la Défense, quelle trace peut-il laisser dans l'histoire s'il n'a pas de guerre ? Ah, je veux être la première Amazone des temps modernes ! »

Devant tant de poésie déclamée avec les accents de George Sand face aux communards de 1871, le Conseil des ministres reste un moment silencieux jusqu'à ce que M. Sarkozy-bis, ministre de la Sécurité intérieure prenne à son tour la parole : « Monsieur le Président, Madame et Messieurs, chers collègues, nous ne sommes pas prêts. Les crédits qui sont attribués à mon ministère ont certes augmenté mais beaucoup moins que ceux du ministère de la Défense. Je crois donc indispensable de procéder dans un premier temps à un nettoyage de l'intérieur. Trop de drogués, trop de prostituées, trop d'immigrés que je suis obligé de disputer à Le Pen dans la tête des Français, trop de Rmistes faisant la fine bouche devant les emplois qu'on leur propose. Monsieur le ministre du Patronat devrait commencer par supprimer le SMIC. »

Le Président par intérim, qui ignorait qu'il existait un SMIC car on n'en parle jamais au Sénat, l'interrompt : « Voyons, Monsieur le ministre de la Sécurité intérieure, quel rapport cela a-t-il avec notre sujet ? »

Le ministre du Patronat vient au secours de son collègue : « Il est vrai que nous sommes devant un paradoxe. Nous voulons limiter les dépenses de santé prises en charge par la société et limiter les pensions versées aux retraités alors que nous ne touchons que marginalement aux salaires. Il serait plus judicieux de baisser drastiquement les salaires, par exemple en supprimant l'obligation qu'ont les

entreprises de respecter le SMIC. Ainsi, les prestations sociales qui sont toujours proportionnées aux salaires par le biais des cotisations baisseront automatiquement. Nous sommes engagés dans une guerre économique mondiale. Nous ne l'emporterons que si nous gagnons auparavant la guerre sociale. Pour harmoniser nos points de vue, je propose donc le scénario suivant. D'abord, la guerre sociale, et on gagne ; puis, la guerre économique, et on gagne ; enfin, la guerre tout court pour avoir la paix avec tous les pauvres du monde. La guerre pour la paix, cela s'appelle la dialectique. »

Le ministre du Patronat, gonflé de son envolée martiale, se tait pour mettre un casque sur la tête et des écouteurs autour des oreilles. Il reprend : « J'ai en direct mon parrain, Monsieur le Président du Patronat français, Ernest-Antoine Seillière, qui se trouve à Davos en compagnie de notre ancien Premier ministre, son Excellence Monsieur Edouard Balladur. Voici ce qu'il nous dit. » : « Arrêtez vos querelles byzantines, me souffle ce cher Edouard qui s'y connaît, la guerre sociale, la guerre économique et la guerre tout court sont une seule et même chose. La valse, elle a trois temps, mais dans un seul mouvement. Vous devez expliquer aux Français que les sacrifices sont indispensables pour remporter la guerre économique et que celle-ci a pour but de nous mettre aux premières loges de la puissance militaire. Que fait donc votre ministre de l'Information dirigée ? Dites-lui qu'il nous fasse dès demain une causerie en trois parties :

1. La paix est souhaitable mais la guerre est nécessaire.
2. La paix est une bonne idée mais la guerre est une bonne affaire.
3. La paix fait des heureux mais bien trop nombreux, tandis que la guerre ne fait du tort qu'à ceux qui en sont morts.

La guerre pour notre sécurité, c'est de la dialectique. Lisez Karl Marx, me souffle ce cher Edouard qui souffre de sa hanche. Je vous laisse, mon capital n'attend pas. »

Prenant acte du consensus, le Président de la République par intérim conclut les débats par ces mots : « Madame et Messieurs les ministres, l'affaire est entendue. Je parlerai de paix à la Nation et vous mènerez la guerre. Toutes les guerres, nous en sommes d'accord. La guerre totale. Cependant, il serait plus sage d'organiser un repli du gouvernement sur une ville moins exposée. Que diriez-vous de Bordeaux ? Comme en 40, notre gouvernement serait à l'abri. »

A cet instant, un huissier de la République s'avance vers le Président par intérim et lui présente un fax tombé dans la minute précédente. Il lit :

« Origine du fax : Alain Juppé, Maire de Bordeaux. Vous informons, Monsieur le Président, que la ville de Bordeaux est en ébullition. Un Forum Social Local y a été proclamé. Situation très sérieuse car ce FSL n'a rien d'une Fièvre Syndicale Localisée dont nous avons l'habitude. Craignons de ne pouvoir maîtriser la situation tant la population refuse toute guerre. Croyez-moi, j'ai l'expérience des mouvements sociaux. »

A ce moment-même, je me réveillai et mon rêve s'évanouit. Nous étions tous dans la rue. Ensemble.